

VOTATIONS DU 30 NOVEMBRE 2025

UNE SUISSE À 9 MILLIONS DE SOLDAT·E·X·S ?



NON À LA MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ - NON À L'AFFAIBLISSEMENT DU SERVICE CIVIL

NON À L'INITIATIVE
SERVICE CITOYEN

COMITÉ UNITAIRE GENEVOIS

“SERVICE CITOYEN” : NE VOUS FAITES PAS AVOIR !

Le comité d’initiative pour un “service citoyen” a commencé à faire campagne ces derniers jours. Ce dernier met en avant un projet résolument “citoyen” et tourné vers la communauté. Pourtant, c’est une initiative anti-féministe qui cherche à démanteler le service civil. Les seuls gagnants seront les militaires !

RENFORCER L’ARMÉE CONTRE LE SERVICE CIVIL ?

Le texte de l’initiative **supprime la mention du service civil dans la constitution** pour y substituer une “garantie” des effectifs d’urgence (armée et protection civile) sur la base d’un critère flou de “crise”. Puisque l’initiative ne mentionne pas une seule fois le service civil, c’est le Conseil fédéral qui a dû interpréter ce qui lui arriverait au cas où le texte est accepté. Si, en théorie, le service civil resterait sous sa forme actuelle, le droit au conflit de conscience ne serait plus garanti. En effet, puisque l’initiative introduit une “garantie” des effectifs dans la constitution, les autorités pourraient forcer des individus à effectuer le service militaire afin d’augmenter les effectifs, selon le bon vouloir du Conseil national dès lors qu’une “crise” serait déclarée. **Mais qui nous garantit que cette “crise” ne sera pas déclarée pour un prétexte bidon ?** Le Conseil fédéral a d’ores et déjà annoncé que le Conseil national aurait à déterminer qui peut encore changer de service si le texte était accepté. En parallèle de cette votation, le Conseil National a voté une restriction d’accès au service civil qui fait heureusement l’objet d’un référendum. **Les attaques se multiplient contre ce dernier alors que les civilistes remplissent, eux, un réel rôle “citoyen” !** Le service civil a été obtenu après un long combat porté par la population et a permis de trouver une forme d’équilibre au niveau national. Refusons cette attaque en faveur de l’armée !

LES FEMMES EFFECTUENT DÉJÀ UN SERVICE CITOYEN !

Le point central de l’initiative est l’extension de l’obligation de servir à toute la population peu importe le genre, basée sur une prétendue égalité de traitement entre hommes et femmes. **Cette égalité de façade cache le fait que les femmes effectuent déjà un service “citoyen” tout le long de leur vie** en prenant très majoritairement en charge les tâches d’éducation, d’assistance et de soins aux enfants et aux proches, ainsi que les tâches ménagères. Pourtant, et contrairement au service militaire ou civil, ces tâches là ne sont pas rémunérées par l’assurance perte de gains ! Une arnaque que le comité d’initiative se garde bien de souligner. **Astreindre les femmes au service militaire est profondément anti-féministe et reviendrait à approfondir les inégalités de genre !**

NON À L’ARNAQUE DU
SERVICE CITOYEN

INITIATIVE MENSONGÈRE

Malgré son caractère clairement militariste, le comité d'initiative essaie de tromper la population suisse en présentant un projet soi-disant "citoyen". Pour comprendre l'aspect militariste de l'initiative, se pencher sur la composition de son comité est utile. Sur les 26 personnalités mises en avant sur le site internet de l'initiative, 7 sont ouvertement affiliées à l'armée, et plusieurs sont des officiers et officières. Un seul civiliste (déclaré) en fait partie et ce dernier a aussi été... sous-officier dans l'armée. L'aspect civil ne semble donc pas avoir été invité à la fête ! Bien au contraire, les organisations promouvant le service civil en Suisse, le Service Civil International et CIVIVA, se sont publiquement opposées à ce texte mensonger. Refusons les arguments mensongers de militaires aussi inutiles que coûteux pour la Suisse !

UN SERVICE NATIONAL POUR LES PERSONNES ÉTRANGÈRES SANS AUCUNE CONTREPARTIE ?

Le droit des personnes étrangères est également attaqué par le texte. En effet, ce dernier demande explicitement au Conseil national de définir si les personnes qui n'ont pas la nationalité doivent effectuer un : «service au bénéfice de la collectivité et de l'environnement». Ceci sans aucune contrepartie prévue, bien entendu. Si le Conseil National tranchait en faveur d'un tel service, notre confédération serait le premier pays au monde à imposer un service « citoyen » à des... non-citoyens (cherchez la logique).

Il est indécent de prévoir d'imposer un service citoyen national à des personnes qui n'ont pas les droits qui découlent du statut même de citoyen !

UN ENGAGEMENT CITOYEN POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Si on en croit le comité et sa communication, voter serait un "gain pour l'environnement"... on marche sur la tête ! Les quelques tâches "environnementales" prises en charge par la protection civile sont dérisoires comparées au travail des nombreux civilistes engagés dans la protection environnementale en Suisse. À l'inverse, **l'armée est polluante à tous les niveaux : entretien d'infrastructures gigantesques sans utilité sociale, pollution par les véhicules et les munitions tirées** (lorsqu'elles ne dorment pas au fond des lacs suisses). Le 10 octobre 2025, l'armée suisse a réussi à déverser plusieurs milliers de litres de diesel dans le lac de Brienz vers Berne. Et il faudrait croire que renforcer l'armée est un geste pour le climat ? Non content de cette argumentation mensongère, le comité d'initiative a même essayé de repousser la votation car le matériel de vote prévu par les autorités aurait... trop mis l'accent sur la défense environnementale du texte au détriment de son aspect sécuritaire. **L'environnement n'est donc qu'une coquille vide argumentaire pour ce comité, prêt à le mettre à la poubelle tout en faisant campagne dessus.** L'initiative, en renforçant l'armée au détriment du service civil, augmenterait la pollution et la destruction de l'environnement suisse !

NON À L'ARNAQUE DU
SERVICE CITOYEN

PERSONNE N'Y CROIT

Ce texte d'initiative mal ficelé a été largement désavoué par la plupart des partis politiques suisses. Même si les partis de droite l'ont fait pour d'autres raisons que celles développées dans ce tract, **le désaveu de l'initiative par son propre camp politique souligne à quel point le projet est totalement inadapté.** Car même si le comité d'initiative se prétend apolitique, c'est bien la droite qui est aux commandes du projet. Cette grossière tentative de dépasser les clivages partisans au profit d'un engagement "citoyen" est mensongère de bout en bout ! **Ne vous faites pas avoir par les beaux discours des initiant-es !**

Puisque ce texte est une attaque frontale contre le service civil, les femmes et les personnes étrangères, nous vous invitons à voter un grand NON fin novembre.

ARGUMENTS PRINCIPAUX CONTRE L'INITIATIVE :

- ➔ L'initiative renforce l'armée au détriment du service civil
- ➔ Le principe de l'objection de conscience est menacé
- ➔ L'initiative est contre l'égalité, les femmes effectuent déjà un service citoyen gratuit
- ➔ Les personnes de nationalité étrangère pourraient aussi être obligées de "servir"

solidarités
Genève

GSSA

GRUPE POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE



Collectif genevois
de la grève féministe



**jeunesse
solidaire**

